

Construire une nouvelle alternative politique en Espagne

samedi 29 août 2009, par [ANTENTAS Josep Maria](#) (Date de rédaction antérieure : mai 2009).

Interview avec Josep Maria Antentas, professeur de Sociologie à l'Université Autonome de Barcelone (UAB) et membre de la Gauche Anticapitaliste d'Espagne.

Quels sont les faits marquants de l'histoire politique contemporaine de votre pays ? En quoi participent-ils à la structuration politique actuelle ?

Josep Maria Antentas - Il est difficile de les résumer. Pour mieux comprendre la situation politique et sociale contemporaine, le système de partis et les principaux éléments de structuration de la vie politique de l'Etat espagnol, il faut prendre comme point de départ la Transition post-franquiste après la mort du dictateur en 1975. La Transition fut marquée par une dynamique d'accords entre les secteurs "d'ouverture" de l'ancien régime et les élites post-franquistes (dont le Parti Communiste d'Espagne (PCE), la principale force anti-franquiste), dans le cadre de ce qui a été connu comme "consensus", mythifié après par le "récit" officiel de la Transition. La fin de la Transition et la consolidation du modèle institutionnel garanti par la Constitution de 1978, au milieu d'une crise économique et de la montée du chômage, fut accompagnée d'une forte rupture de mouvements sociaux et d'une "déception" considérable parmi ceux qui souhaitaient des changements encore plus profonds. Les années 1980 ont débuté avec l'avènement au pouvoir du parti socialiste, le PSOE, par une victoire écrasante en 1982 et par la crise de la gauche politique et sociale. Le PCE a traversé une forte crise pendant la période de transition entre les années 1970 et 1980, réduit à 4% de voix en 1982. Une grande partie de la gauche extraparlamentaire n'a pas survécu à ces années-là, restant essentiellement la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et le Mouvement Communiste (MC) comme les seules organisations significatives. En Euskadi, en Catalogne et en Galice des formations de la gauche nationaliste se sont consolidées, tantôt parlementaires comme extraparlamentaires, en conflit avec le modèle d'Etat surgi de la constitution de 1978.

Les syndicats se sont affaiblis pendant la transition. S'est consolidé (à l'exception d' Euskadi et de la Galice) un système marqué par l'hégémonie de deux grands syndicats, les Commissions Ouvrières (CCOO) et l'Union Générale des Travailleurs (UGT), ce dernier reconstruit pendant la Transition avec le soutien politique du PSOE, du patronat et de l'Etat, afin de neutraliser CCOO. CCOO s'affaiblit par un processus progressif d'institutionnalisation et de bureaucratisation qui l'a converti en un syndicat bureaucratique-professionnel tendant vers la concentration, dans un contexte marqué par les reconversions industrielles et le poids du chômage. Nonobstant, les années 1980 ont été marquées par la rupture de l'UGT avec le gouvernement « commun » du PSOE et par d'importants épisodes d'affrontement entre celui-ci et les deux syndicats majoritaires, qui pendant la Grève Générale du 14 décembre 1988 ont connu leur expression maximale.

La campagne contre l'entrée de l'Etat espagnol à l'OTAN, culminant avec la défaite de la gauche et

la victoire du « OUI » à l'intégration en 1986, la Grève Générale du 14 décembre 1988 et l'émergence, même tardive, des « nouveaux mouvements sociaux », l'intensification de la remise en question du modèle d'Etat et la persistance de la « question nationale », ont constitué les éléments les plus significatifs structurant la gauche anticapitaliste pendant les années 1980.

La première moitié des années 1990 a été marquée par un niveau faible de mobilisation sociale, même si quelques campagnes et initiatives significatives ont eu lieu et, malgré leur caractère minoritaire, ont témoigné de la persistance des secteurs militants orientés vers la mobilisation. Quelques exemples : la campagne pour le 0,7% du PIB pour les pays du sud en 1994 ; le sommet alternatif « Les autres voix de la Planète » à l'occasion du sommet du FMI et de la Banque Mondiale la même année à Madrid. Les syndicats majoritaires, malgré l'appel à la Grève Générale du 27 janvier 1994, ont achevé définitivement leur évolution adaptative au social-libéralisme.

Politiquement, la situation de la gauche a été marquée, tout d'abord, par la disparition effective de la gauche extraparlamentaire après l'échec et l'explosion en 1993 de l'unification de ses deux principales organisations, la LCR et le MC ; ensuite, par les débats concernant la fondation de la gauche après la chute du Mur de Berlin, dans un contexte de faible mobilisation sociale et par une certaine ouverture et tournant apparent du PCE vers la gauche ; finalement, par le fort discrédit du gouvernement du PSOE de Felipe Gonzalez, frappé par la crise économique, de grands scandales de corruption et marqué par une claire orientation sociale-libérale.

Dans ce contexte, Izquierda Unida (Union de Gauche), le front électoral impulsé par le PCE en 1986, apparaît d'une certaine façon comme un projet regroupant une bonne partie de la gauche et comme un espace de convergence de divers courants et familles, expérimentant une considérable montée électorale. Néanmoins, les limites de IU (et de la direction du PCE) se sont rapidement manifestées ; l'organisation s'affaiblissant à partir de la deuxième moitié des années 1990, marquée encore par le faible niveau de mobilisation sociale, malgré l'irruption de mouvements minoritaires mais combatifs, avec une certaine identité, comme c'est le cas du mouvement « okupa » (squatter) entre 1996 et 1998.

A partir de l'année 2000, nous sommes rentrés dans un nouveau cycle marqué par un fort processus de reconstruction des mouvements sociaux qui a duré jusqu'à 2003-2004, dans le cadre de l'ascension globale du mouvement alter-mondialiste et d'une forte contestation face à la politique de droite du gouvernement d'Aznar, dont les expressions maximales ont été les mobilisations contre la guerre d'Irak le 15 février 2003.

Dans cette période, l'IU s'est montrée incapable de se connecter de manière efficace avec la nouvelle génération militante et avec le nouveau cycle de luttes ; mais la faiblesse organisationnelle et politique de la gauche anticapitaliste et la méfiance et/ou le scepticisme persistant chez la plupart des activistes sociaux à propos du désir ou de la possibilité de construire une nouvelle alternative politique, ont fait que jusqu'à maintenant il n'a pas encore été possible de construire un nouveau projet avec une base sociale plus large.

Quels sont les rapports de la société et des différents courants politiques à la construction européenne ? Comment se sont positionnés les différents partis lors de l'adoption des traités européens ? Quels ont été les débats ?

Comme en général dans l'Union Européenne, il existe un éloignement et un manque d'intérêt de plus en plus important en ce qui concerne l'UE dans l'ensemble de la société espagnole. L'apathie face aux élections au Parlement Européen en est un exemple concret. Historiquement, il faut pourtant signaler que la majorité de la population, des partis politiques, des syndicats et des organisations sociales avaient une vision favorable à l'intégration européenne et avaient tendance à

considérer la participation de l'Etat espagnol à l'UE comme un fait positif, indicateur de la « modernisation » du pays et de la fin du retard et de l'isolement historique produit par le franquisme. Comme dans beaucoup d'autres pays du Sud de l'Europe, il a existé majoritairement une association entre l'idée d' « Europe » et celle de « Modernité » et de progrès social et culturel. Voilà le point de départ historique et social que nous considérons à l'heure d'envisager et d'organiser les résistances contemporaines à l'Europe du Capital. Il n'a pas encore été possible de transformer l'apathie en rejet de l'actuel modèle d'intégration et de générer une remise en question publique à grande échelle du projet des élites économiques et politiques européennes, comme l'a fait la France, par exemple.

Les grands partis, le PSOE et le PP, ont soutenu les lignes directrices de l'intégration européenne et les Traités européens. L'Izquierda Unida, a maintenu une position contraire aux grands Traités européens ainsi que les organisations nationalistes de centre-gauche catalanes ou basques, comme l'est l'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) qui, malgré le fait de ne pas avoir des critiques de fond réelles du modèle économique sur lequel est basée l'intégration européenne, maintient une position critique de « l'Europe des Etats » face à « l'Europe des nations ».

Les deux syndicats majoritaires, les CCOO et l'UGT, mènent depuis deux ans, au moins depuis le Traité de Maastricht, une politique de « soutien critique » envers les Traités et les politiques adoptés à l'échelle européenne, suivant la même orientation générale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Par conséquent, ils agissent en légitimant (de manière critique !) l'actuel modèle d'intégration européenne. Cela a été manifeste, par exemple, lors des débats sur la Constitution Européenne en 2005, contre laquelle un nombre de campagnes et de plate-formes animées par la gauche sociale et syndicale ont été organisées, mais sans arriver à dépasser les cercles militants et activistes.

**Quelles sont les conséquences économiques et sociales de la crise globale du capitalisme ?
Quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement et comment les analysez-vous ?
Comment se positionnent les différents partis ? Est-ce qu'il y a des résistances politiques
qui se développent dans d'autres contextes ?**

La crise est particulièrement sévère en Espagne, comme la plupart des organismes internationaux et des experts l'ont signalé. C'est tout un modèle de croissance économique basé sur la spéculation immobilière qu'a fait chuter l'industrie de la construction. Les effets sociaux de la crise économique sont déjà très importants. Le nombre de chômeurs dépasse la barrière des 4.000.000 et les prévisions économiques sont pour le moins décourageantes.

Les réponses du gouvernement de Zapatero concernant la crise suivent la même logique que celles de l'ensemble de gouvernements de l'UE. Elles se situent au sein des mesures approuvées par le sommet du G20 à Londres qui cherchent à faire de petites retouches à l'architecture du système économique global afin de corriger les "excès" qui en menacent la viabilité, sans produire des changements de fond. Zapatero a participé pleinement à toutes les tentatives, de tous les leaders du G20, d'essayer de donner une transcendance historique au sommet de Londres, avec des phrases grandiloquentes se référant à la fin de "l'ère du secret bancaire", des "paradis fiscaux", etc., qui ne correspondent point aux mesures réellement approuvées.

Le sens des politiques menées par les principaux gouvernements du monde est bien clair : faire payer la crise aux secteurs populaires et renforcer le modèle actuel par des réformes discrètes qui assurent sa viabilité. Face à cela, il est nécessaire de proposer une autre logique de rupture avec l'ordre actuel des choses. A la logique du capital, il faut opposer une autre logique, celle des biens communs, telle qui est exprimée de façon générique par des consignes comme « un autre monde est possible » ou « le monde n'est pas une marchandise », déjà popularisées depuis quelques années.

La crise accroît le mal-être social face à l'actuel système économique, elle fera augmenter les contradictions et les résistances sociales, mais de façon défensive, et ouvre la possible articulation d'un projet alternatif. Mais en même temps, elle multiplie les risques d'un échec sur ce terrain, dans le sens où elle produit un grand sentiment de découragement et de démoralisation dans les secteurs populaires ou chez ceux qui sont touchés par l'essor des alternatives réactionnaires.

Il y a eu de multiples luttes sociales ces dernières années en Espagne, mais la plupart ont été relativement modestes dans leur ampleur et base sociale, ou très ancrées territorialement. La fragmentation et l'isolement ont affaibli grand nombre de conflits et, même si dans les cercles militants il y a une capacité d'initiative et un niveau d'activité considérable, la réalité organisationnelle des mouvements reste assez faible. En janvier 2008, à l'occasion de la journée internationale d'action convoquée par le Conseil International du Forum Social Mondial, des initiatives locales et régionales ont eu lieu dans toute l'Espagne, particulièrement à Madrid et en Catalogne (où par exemple le Forum Social Catalan a réuni plus de 5.000 personnes), mais leur impact concret postérieur a été limité.

Les derniers mois, la traduction du mal-être social face à la crise en mobilisation et résistance organisée est encore difficile. Il y a eu des conflits dans plusieurs entreprises et centres de travail, et ils deviennent de plus en plus nombreux, mais sans la possibilité d'avancer vers une dynamique de généralisation ou d'articulation des luttes. Les syndicats majoritaires, les CCOO et l'UGT, mènent une politique de désarticulation des mouvements. Il y a des tentatives de faire naître un mouvement de chômeurs, mais les résultats ne sont pas encourageants. Il y a eu aussi d'importants conflits sectoriels dans quelques régions du pays, principalement la mobilisation pour la santé publique à Madrid et les grèves contre la Loi d'Enseignement de Catalogne (LEC) qui vise la privatisation du système éducatif.

Dans quel contexte politique prennent place les élections européennes ? Quels sont les thèmes et les enjeux principaux de la campagne électorale ? Quelles sont les forces en présence ? Quels sont les objectifs que vous visez sur cette campagne ? Quel rôle jouent ces élections dans la perspective de votre courant politique ? Considérez-vous ces élections comme une étape pour en renforcer la construction ?

Les élections européennes se déroulent dans un contexte marqué par la crise économique et ses effets sociaux. L'apathie et le manque d'intérêt pour la campagne sont visibles et, comme c'est toujours le cas lors des élections européennes, le débat est centré sur des questions qui concernent l'UE ainsi que sur celles de politique "interne". Elles arrivent dans un moment où le gouvernement de Zapatero est affaibli, par l'impact de la crise et par la sensation de paralysie qu'il transmet face à celle-ci.

Avec les deux grands partis de l'Etat, le PSOE et le PP, et les forces nationalistes catalanes et basques, la principale option électorale à la gauche du PSOE est Izquierda Unida (IU). À cause du grand affaiblissement de la gauche anticapitaliste et des courants les plus combatifs, l'IU s'est maintenue jusqu'à maintenant comme la seule expression électorale dans tout l'Etat espagnol à la gauche du PSOE, avec un pourcentage de voix d'environ 4-5%.

Dans ces élections européennes, dans la Gauche Anticapitaliste, nous avons considéré pour la première fois de notre histoire qu'il fallait présenter une candidature et commencer une longue course de fond afin de cristalliser une alternative anticapitaliste avec une expression politique et électorale. Face au constat de l'inexistence des conditions réelles pour construire un nouveau projet unitaire, fruit de la convergence de plusieurs organisations, nous avons décidé d'impulser notre propre candidature, mais qui reste ouverte à la participation de syndicalistes et d'activistes sociaux indépendants.

Nous considérons la candidature comme un mécanisme pour défendre publiquement l'urgence de construire une alternative anticapitaliste, faire connaître notre projet, rentrer en contact avec des gens et offrir une réponse politique face à la crise, si modeste soit-elle. Nous sommes conscients que le résultat électoral sera très modeste, mais le seul fait d'avoir pu présenter une candidature et dépasser les contraintes légales (15.000 signatures exigées) est déjà un progrès considérable.

Les chemins pour construire une nouvelle alternative en Espagne seront lents et tortueux. Il n'y a pas de voies rapides, ni de raccourcis, ni de modèles à suivre. Nous espérons que notre initiative pour les élections européennes contribuera à faire avancer dans la bonne direction.

P.-S.

* Propos recueillis par Bettina Ghio, mai 2009. Paru sur le site de ContreTemps :

<http://contretemps.eu/interviews/construire-nouvelle-alternative-politique-en-espagne>